

Le pass vaccinal comme outil de contrôle politique



A la manifestation parisienne du 24 Juillet 2021 contre le pass sanitaire

Le pass vaccinal peut servir à brider la contestation politique. C'est une mesure de police administrative. Le Conseil d'État: «la police administrative porte en elle les germes de la tyrannie».

La «*police sanitaire*» n'est pas qu'un slogan brandi dans les manifestations pour dénoncer les restrictions de liberté liées à la pandémie. Elle existe dans notre droit. C'est une branche de la police administrative. Contrairement à la police judiciaire dont le rôle est de sanctionner les comportements portant atteinte à l'ordre public, les mesures de police administrative ont pour but de les prévenir en restreignant les libertés.

Ainsi, instaurer un couvre-feu, obliger chacun à présenter un pass vaccinal à l'entrée des lieux publics, interdire l'organisation de concerts sont des mesures de police sanitaire. Dans son rapport de septembre 2021, le Conseil d'État en rappelle le danger. «*L'activité de police administrative a ceci de particulier qu'elle vise à prévenir des comportements que la société juge dangereux. Si les objectifs qui lui sont assignés sont trop exigeants ou utopistes, elle peut conduire à entraver toute liberté individuelle. Elle porte en elle les germes de la tyrannie, comme l'a parfaitement démontré George Orwell dans son livre 1984.*»

Depuis le début de la pandémie et de l'état d'urgence sanitaire, les libertés les plus emblématiques de la démocratie ont été maintenues: droit de manifester, liberté d'association, liberté d'expression. Sur le plan formel, elles n'ont pas été remises en cause. Mais la centralité politique de la police sanitaire les a profondément fragilisées.

Le droit de manifester ou de se réunir est devenue une sorte de faveur qui peut être retirée à tout moment. L'obligation vaccinale à l'hôpital a poussé à la démission un certain nombre de soignants qui n'ont pas supporté de se voir imposer brutalement un ultimatum après avoir traversé une pandémie dans l'enfer d'un système de soin délabré. Ce sont des gens qui ont une certaine culture de l'insoumission, et leur éviction ne pourra que faciliter la privatisation de l'hôpital.

Plus généralement, le pass sanitaire puis vaccinal a chassé de l'espace public des centaines de milliers de personnes qui ont un profil très politisé. Loin d'être opposées à la vaccination en général, une partie d'entre elles n'accepte pas les conditions dans lesquelles la politique vaccinale a été mise en œuvre, ou conteste le principe d'un espace public régi par l'identification par QR code, redoutant ses usages futurs et sa banalisation.

La politique sanitaire du gouvernement se double donc d'une tentative pour se débarrasser des «*fortes têtes*»: de l'aveu même du président, «*emmerder les non-vaccinés*», à qui il dénie le statut de citoyens. La police sanitaire autoritariste que nous subissons risque de laisser des marques psychologiques, qui concernent le rapport de la collectivité à la dissidence et son habitude à une politique du stigmat, mais aussi des techniques de gouvernement issues de la formidable boîte à outils que la police sanitaire constitue pour les dirigeants, comme le pass vaccinal.

Bruno Bourgeon, <http://www.aid97400.re>

D'après Reporterre du 12 Février 2022: <https://reporterre.net/Le-passe-vaccinal-comme-outil-de-contrôle-politique>